MILA : FESTIVITÉS DU 1er NOVEMBRE ET AÏD EL ADHA

Des mariages collectifs pour parfaire la fête

Entre les festivités commémorant le 57e anniversaire du déclenchement de la lutte armée (le 1er Novembre) et la célébration de l'Aïd El Adha (le 6 novembre), la wilaya de Mila vit au rythme d'un évènement exceptionnel jamais vécu auparavant, en l'occurrence l'organisation d'un mariage collectif de 32 couples.

C'est sur initiative du wali, Abderrahmane Kadid, qui a tenu à contribuer avec un montant initial de l'ordre de 200 millions de centimes, que l'idée adoptée, faut-il le souligner, par le Croissant-Rouge algérien et quelques mosquées, a fait du chemin depuis.

En effet, 400 autres millions ont été collectés dans ces mosquées, en plus de la contribution de beaucoup de donateurs anonymes qui ont voulu se joindre à cette «louable initiative».

Ainsi, sur les 150 couples inscrits (dont 24 sont issus du seul chef-lieu de wilaya), 32 ont été retenus, et ce, sur la base d'un couple par commune, et vont connaître, ce 3 novembre, la concrétisation de leur projet nuptial.

Selon les initiateurs de cette fête collégiale, les 32 heureux couples, en plus d'un festin grandiose qui sera organisé en leur honneur au niveau de la salle OMS de Mila en présence de près de 800 personnes, bénéficieront d'un équipement entier composé d'une chambre à coucher, d'appareils électroménagers et autres cadeaux offerts par les bienfaiteurs, en plus de tous les costumes y afférents pour la circonstance et de 20 000 DA chacun comme argent de poche.

Un évènement historique et monumental qui souhaitons-le sera réédité chaque fois que possible, car c'est aussi et surtout cela la solidarité et l'entraide sociale !

A. M'haimoud

OUADHIAS (TIZI OUZOU)

Des citoyens investissent la RN 30 et les axes routiers

Les résidants du quartier Berrad-Ali, situé dans le chef-lieu de commune et de daïra des Ouadhias, au sud-est de Tizi Ouzou, ainsi que les élèves du lycée Les Epoux-Seghouane de la même localité, ont exprimé, hier dimanche, leur colère.

Photo : DR.

Les résidants protestent contre l'état lamentable dans lequel se trouve la route menant à leur quartier et exigent des autorités locales la prise en charge de leurs revendications, dont le bitumage de cet axe routier sur une longueur d'environ 2 kilomètres linéaires, l'éclairage public et l'assainissement ainsi que la réfection du réseau d'alimentation en eau potable.

Tôt dans la matinée, les protestataires ont investi la RN 30 ainsi que les axes routiers menant respectivement vers les localités d'Agouni-Gueghrane et Aït El Kaïd, toujours aux Ouadhias, qu'ils ont fermés à la circulation.

Des pneus en flammes, des troncs d'arbres et autres objets hétéroclites ont été entreposés sur lesdites chaussées, obligeant les automobilistes à rebrousser chemin.

Des heures durant, la circulation automobile a été bloquée et les usagers étaient obligés d'emprunter les voies secondaires, notamment la route de Béni Douala, parcourant ainsi des kilomètres supplémentaires pour rejoindre le chef-lieu de wilaya ou vice-versa.

«C'est l'ultime recours pour se faire entendre. Les autorités locales, la wilaya, la daïra et l'APC, maintes fois saisies, n'ont pas jugé utile de prendre en compte nos doléances», nous ont déclaré les protestataires.

A ces revendications, s'ajoute le problème d'insécurité caractérisée, notamment par les vols à répétition de véhicules, suivis pour la plupart d'agressions à l'arme blanche. Des vols que les résidants dudit quartier disent encouragés par l'inexistence d'éclairage public, d'autant que ces actes de banditisme interviennent à la nuit tombée.

C. Taos

LES ŒUVRES UNIVERSITAIRES DE LA VILLE DES GENÊTS

Les étudiants dénoncent «le chantage à la carte magnétique»

Les comités autonomes des cités universitaires Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou ont crié haut et fort leur désarroi dans l'hémicycle Rabah-Aïssat lors de la journée thématique sur les œuvres universitaires qui s'est tenue le mardi 25 octobre 2011.

Les étudiants ont dénoncé «les conditions désastreuses et humiliantes d'hébergement dans les cités universitaires» : «On s'entasse dans des chambres de cinq à six comme du bétail», a déclaré l'un d'eux révolté «on en a marre de vivre dans le provisoire et la mal bouffe !», a enchaîné un autre étudiant.

Les membres des comités autonomes d'Oued Aïssi et de Hasnaoua ont soulevé le problème de la carte magnétique — le matériel serait déjà acquis et installé mais pas encore fonctionnel — et de ses dérives, estimant que c'est une incursion dans la vie privée de l'étudiant et une grave atteinte à sa liberté et son autonomie.

Il a également été question du problème d'insécurité, surtout dans les cités Tamda et Rhahlia mais également dans les campus. Le recrutement d'agents de sécurité au passé douteux et les sociétés de gardiennage qui ne seraient pas d'une grande efficacité d'autant plus qu'elles ont montré leurs limites à la cité Oued Aïssi ont été également désignés du doigt par les étudiants.

Les responsables du secteur ont à leur tour posé le problème de la vétusté du parc. «C'est des bétaillères» a déclaré en substance un élu scandalisé. «Certaines cités sont des dortoirs aménagés», a déclaré en outre un autre élu. Le problème du payement des médecins de garde dans les cités et le manque d'ambulances ont été, par ailleurs, soulevés par un responsable des œuvres sociales. Les responsables ont montré du doigt le retard dans la livraison des cités Tamda filles et garçons. Plus de quatre années de retard dans la livraison ! s'est-on exclamé du côté de ces responsables. Le volet culturel et sportif a aussi été de la partie, «un manque flagrant dans les activités culturelles et sportives». Un constat amer fait par les responsables des œuvres universitaires qui regrettent l'état lamentable dans lequel se trouve le stade d'Oued Aïssi, qualifié de «véritable catastrophe !».

Les étudiants ont, enfin, déploré un manque flagrant de volonté politique à répondre à leurs aspirations. Ils veulent un véritable changement. Cette situation de provisoire qui dure influe négativement sur leur épanouissement et leurs études.

C. T.

SIDI BEL-ABBÈS

Sit-in des vendeurs de friperie devant la Wilaya

Dans la journée de dimanche dernier, plusieurs dizaines de vendeurs de friperie de la wilaya de Sidi Bel-Abbès ont observé un sit-in devant le siège de la wilaya pour protester contre le décret stipulant l'interdiction de l'importation de friperie, promulgué dernièrement.

Les vendeurs se sont massés par dizaines devant les grilles de l'administration pour défendre leur gagne-pain et faire revenir les autorités sur leur décision, une décision qui les pénalise car disent-ils, «sans la friperie, nous allons rejoindre les rangs des chômeurs pour des lendemains incertains, nous qui sommes pour la plupart, des chefs de famille nombreuse.

Les protestataires affichaient une certaine inquiétude pour la pitance de leurs enfants. Il y a lieu de signaler que dans la ville de Sidi Bel-Abbès, de nombreux étals de friperie font le bonheur des petites bourses et même des plus nantis qui viennent chercher la griffe et la qualité à petits prix. Dans le quartier populeux d'El Graba, cœur de la ville, c'est tout un marché de friperie qui ne cesse de grossir avec l'arrivée de nombreux vendeurs.

Il est très difficile de se mouvoir dans ce marché, né tout autour du centre commercial Garguentah, tant les étals foisonnent et les acheteurs ne cessent d'affluer. Le marché n'est pas le seul lieu du commerce de la friperie, les magasins poussent comme des champignons un peu partout à travers la ville.

Concernant la clientèle, si par le passé, la friperie n'était réservée qu'aux petites gens, actuellement, le chômeur, l'étudiant sans le sou ou la mère de famille de condition modeste, jouent des coudes aux côtés d'un directeur costumé, d'une avocate, d'une coiffeuse, d'un médecin pour dénicher la bonne affaire. C'est dire que la friperie a beaucoup d'adeptes malgré le déni de certains.

A. M.

BLIDA

Les habitants de la commune d'Ouled Slama bloquent la route

Des dizaines d'habitants de la commune d'Ouled Slama, à 25 kilomètres à l'est de Blida, ont bloqué hier la route à l'aide de pneus incendiés, et ce, pour dénoncer leur marginalisation par les pouvoirs publics et l'absence de développement urbain dans les quatre quartiers principaux de cette commune qui compte plus de 9 200 âmes. Les citoyens contestataires se sont plaints des routes non bitumées depuis longtemps et qui rendent la vie difficile notamment aux 500 écoliers qui empruntent quotidiennement ces routes en période de pluies.

Sur un autre registre, les citoyens ont évoqué l'absence du réseau d'assainissement et de l'éclairage public, d'où l'instauration d'un climat d'insécurité dans la région. Aussi, ils revendiquent l'application des mesures concernant le développement rural pour lequel leur commune n'a pas bénéficié, diront-ils. Ils déplorent, par ailleurs, l'existence de pas moins de 53 décharges publiques dans les environs de leur commune et demandent leur enlèvement.

M. B.

SUITE À LA GIFLE D'UNE ENSEIGNANTE PAR UN ÉLÈVE

Un mouvement de contestation des lycéens de Malki-Azzedine à Azzaba (Skikda)

Les lycéens de Malki-Azzedine d'Azzaba ont, dans la matinée d'hier dimanche, mis le feu à des pneus devant l'établissement scolaire et jeté des pierres contre le personnel y travaillant.

Heureusement, on ne déplore aucun blessé. L'intervention des forces de l'ordre et la sortie courageuse des agents de sécurité ont pu stopper l'élan violent des élèves qui ont pris la fuite immédiatement.

Cet acte, le premier relevé dans le milieu scolaire, est l'expression d'une solidarité avec un élève de 1re année secondaire sciences, mis à l'arrêt provisoirement, pour avoir giflé son enseignante, enceinte de surcroît, en attendant la décision du conseil de discipline.

C'est suite à des propos désobligeants que l'enseignante lui aurait tenus, qu'il a commis ce geste. Avant le mouvement de contestation des lycéens, les enseignants ont également, au cours d'un rassemblement improvisé, manifesté leur solidarité avec leur collègue et dénoncé fermement la violence prévalant dans les établissements scolaires.

Zaïd Zoheïr